

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat

le 29 octobre 2012.

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 15 et 16 octobre 2012

2012 DLH 191-2° - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts bancaires à contracter par la société d'HLM l'Habitat Social Français (HSF) en vue du financement du programme de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine.

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 2 octobre 2012, par lequel M. le Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris aux emprunts bancaires à contracter par la société d'HLM l'Habitat Social Français (HSF) en vue du financement d'un programme de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Yves MANO, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire d'un montant maximum de 299.426 euros remboursable en 20 ans maximum, à taux fixe, éventuellement assorti d'un différé d'amortissement d'une durée maximale de 5 ans, selon les conditions définies lors de la signature du contrat, que HSF se propose de contracter auprès de la Caisse d'Epargne, en vue du financement d'un programme de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine.

Cette garantie est octroyée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de deux ans, à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire d'un montant maximum de 172.109 euros remboursable en 18 ans maximum, à taux fixe, éventuellement assorti d'un différé d'amortissement d'une durée maximale de 5 ans, selon les conditions définies lors de la signature du contrat, que HSF se propose de contracter auprès de la Caisse d'Épargne, en vue du financement d'un programme de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine.

Cette garantie est octroyée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de deux ans, à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où HSF, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts moratoires encourus, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'organisme bancaire adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'organisme prêteur discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : M. le Maire de Paris est autorisé à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec HSF les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.